

Chas Freeman : le conflit Israël-Turquie pourrait dégénérer en guerre

L'ambassadeur Chas Freeman a été ancien secrétaire adjoint à la Défense, recevant les plus hautes distinctions de service public du Département de la Défense pour ses rôles dans la conception d'un système de sécurité européen centré sur l'OTAN après la guerre froide et dans le rétablissement des relations de défense et militaires avec la Chine. Il a été ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite pendant les opérations Desert Shield et Desert Storm. Lisez le Substack de Chas Freeman : <https://substack.com/@chasfreeman662157> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui l'ambassadeur Chas Freeman, ancien ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite et ancien secrétaire adjoint à la Défense. Merci de revenir dans l'émission.

#Chas Freeman

Je suis très heureux d'être avec vous, Glenn.

#Glenn

Nous savions depuis longtemps que les relations entre la Turquie et Israël étaient difficiles. Et, de fait, nous voyons que cela s'est nettement aggravé dans cette lutte autour de la Syrie de l'après-Assad. Pendant toutes ces années de guerre contre la Syrie, on a vu cette vaste coalition réunissant les États-Unis, les États du Golfe, la Turquie, Israël et divers groupes djihadistes, tous avec un objectif commun : renverser Assad. J'imagine qu'une grande partie de cette coalition allait inévitablement se désagréger une fois Assad parti, puisque l'intérêt commun aurait disparu. Et j' imagine que les deux principaux prétendants à l'influence dans la Syrie de l'après-Assad seraient la Turquie et Israël.

Et maintenant, nous voyons qu'Israël a attaqué cette base aérienne en Syrie, la base aérienne d'Abou al-Douhour. On nous dit — même si je ne crois pas que la Turquie l'ait encore confirmé — qu'

elle y avait soit des troupes, soit l'intention d'y en envoyer. Quoi qu'il en soit, il semble que la rivalité pour l'influence en Syrie déclenche désormais, ou intensifie, un conflit entre Israël et la Turquie, qui pourrait potentiellement mener à quelque chose comme une guerre. Et en effet, quand on écoute certains propos de personnes comme Naftali Bennett, la Turquie semble représenter une menace pour Israël plus importante même que l'Iran. Je voulais donc avoir votre point de vue là-dessus : comment vous interprétez la situation, ainsi que les développements récents.

#Chas Freeman

Eh bien, je pense que c'est très compliqué, comme tout semble l'être dans cette région. Je pense que l'état des relations entre les États-Unis et la Turquie est aussi un facteur dans cette affaire, et j'y reviendrai. Mais au fond, l'un des grands succès stratégiques d'Israël dans la région, de son point de vue, a été le désarmement et la soumission de la Syrie, sa subordination au contrôle israélien. Il ne s'agit pas seulement de la prise de certains territoires en Syrie, qu'Israël prévoit clairement de conserver, mais aussi de l'élimination de ce qu'Israël Katz, le ministre israélien de la Défense, a décrit comme une force hostile aux frontières d'Israël. Bien sûr, il y a là une certaine ironie, car Israël n'a pas de frontières.

Il étend simplement ses implantations où bon lui semble, puis il s'étonne que les gens qu'il a délogés aient une opinion défavorable à son égard. Quoi qu'il en soit, il y a actuellement une rivalité en Syrie entre les Turcs et les Israéliens. D'après des sources israéliennes, les Turcs viennent de fournir à la Syrie du matériel militaire, notamment des chars, ce qui lui donnerait une capacité, même minimale, de résister aux incursions israéliennes. Je ne crois pas qu'il y ait eu des troupes turques sur cette base aérienne. Je pense qu'ils ont clairement dit que non. Évidemment, il faut prendre les démentis des gouvernements avec prudence.

En fait, la règle habituelle, c'est qu'il ne faut jamais croire quoi que ce soit avant que cela ait été officiellement démenti. Mais quoi qu'il en soit, c'est une véritable compétition. Et elle vient de se compliquer, avec le ministre syrien des Affaires étrangères qui a déclaré que la Syrie envisageait de rejoindre l'entente pakistano-saoudo-turque, dont l'une des fonctions, clairement, peut-être même la principale, est de faire contrepoids à Israël. Je pense donc que c'est une manœuvre diplomatique habile. Rien n'indique que la Syrie serait réellement accueillie au sein de cette entente. Mais le fait est là. La Syrie a également déclaré qu'elle pourrait être ouverte à un rapprochement avec l'Iran, négocié par le Pakistan.

Et cela illustre ce dont nous avons déjà parlé : l'idéologie et la théologie ne sont plus les forces directrices de la politique étrangère des pays de cette région, et même plus généralement. Désormais, ce sont les intérêts nationaux qui les guident. Et la fracture entre chiites et sunnites, qui était auparavant un fossé déterminant dans les affaires de la région, est aujourd'hui bien moins importante. La Turquie, évidemment, est sunnite. Concernant les relations entre la Turquie et Israël,

plusieurs éléments méritent réflexion. D'abord, bien sûr, le dernier sondage que j'ai vu montrait que 97 % des Turcs étaient opposés à Israël. Pourquoi ? Parce que les Israéliens ont tué des Turcs qui tentaient d'apporter une aide humanitaire aux Palestiniens à Gaza.

Et comme vous l'avez indiqué, la rhétorique de Naftali Bennett et d'autres responsables en Israël assimile désormais la Turquie à l'Iran, comme un ennemi potentiel de l'existence même d'Israël. Et c'est peut-être le cas. Quoi qu'il en soit, il y a cela. Ensuite, il y a la question des F-35, que le président Erdogan veut acquérir et que Donald Trump semble disposé à lui livrer. Israël mène une bataille acharnée aux États-Unis contre une telle transaction, au motif qu'elle porterait atteinte à ce qu'on appelle l'avantage qualitatif dont les Israéliens bénéficient en vertu de la loi américaine. Autrement dit, le soutien américain à la supériorité militaire d'Israël en Asie occidentale. C'est donc un facteur.

Derrière tout cela, il y a le manque d'attention persistant des États-Unis à leurs relations avec la Turquie. Cela remonte aux administrations précédentes. Et cela n'a pas vraiment été réparé par la relation très complice entre Trump et Erdogan. Or, la Turquie est un partenaire essentiel. Ou, au minimum, un acteur essentiel qui ne doit être ni un non-partenaire ni un adversaire, pour toute une série d'intérêts américains et européens. On ne peut tout simplement pas mener une politique envers la Turquie, la Syrie, Israël, la Palestine, l'Irak, l'Iran, la Grèce, Chypre, la Méditerranée orientale, les Balkans, la mer Noire, le Caucase, l'Asie centrale, y compris l'Afghanistan, la région du golfe Persique, l'Union européenne, l'OTAN ou la Russie, sans l'accord ou l'assentiment de la Turquie.

Israël considère donc la Turquie comme une rivale, pas seulement dans la région, mais aussi comme une rivale pour l'affection, ou l'attention, des États-Unis, compte tenu du niveau d'intérêt en jeu et de la prise de conscience grandissante, aux États-Unis, qu'Israël n'est pas un atout stratégique pour l'Amérique, mais un handicap stratégique. C'est donc une situation dangereuse. Et si la Syrie devient effectivement un partenaire potentiel dans l'entente tripartite entre le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Turquie, alors je pense que nous avons là un élément qui change la donne dans la région. Et permettez-moi de conclure en disant que, bien sûr, cette entente tripartite, quoi qu'elle soit par ailleurs, est une déclaration, de la part des principaux pays de la région, d'indépendance vis-à-vis de leur dépendance au soutien et à l'appui américains, qu'ils ne considèrent plus comme fiables.

Ils estiment donc désormais qu'ils doivent gagner en autonomie. Cela passera par une diversification accrue de leurs relations internationales, en s'éloignant des États-Unis. Mais surtout, il leur faudra renforcer collectivement leurs capacités et prendre l'habitude de se consulter sur les questions de sécurité régionale. Il s'agit évidemment d'une réponse à Israël, qu'ils considèrent, à juste titre, comme la principale source d'instabilité dans leur région : un État sans frontières, expansionniste, qui aspire à dominer encore davantage la région. Mais la question qui reste ouverte est la suivante : quelle relation cette entente développera-t-elle avec l'Iran ?

Et je pense que c'est tout à fait plausible. Si l'on met en regard les deux déclarations syriennes, le Pakistan pourrait peut-être servir de médiateur à un rapprochement entre la Syrie et l'Irak —

pardon, l'Iran. Et les Irakiens développent avec la Syrie une relation qui s'améliore lentement, ce qui va tout à fait à l'encontre des précédents historiques. Cela s'explique par la fermeture du détroit d'Ormuz et par la nécessité, pour l'Irak, d'acheminer son pétrole vers la Méditerranée en passant par la Syrie. Mais aussi par le recul de la théologie comme force motrice des relations entre les deux pays : la Syrie est désormais sous un pouvoir sunnite islamique salafiste, tandis que l'Irak est sous domination chiite. Et je pense que tous ces éléments convergent. La question est la suivante : quelle sera la relation entre l'alliance tripartite — ou, plus exactement, l'entente, je pense — et l'Iran ?

Et je peux envisager une relation consultative, non pas une adhésion à l'entente, mais quelque chose comme la relation consultative que les trois autres parties avaient avec l'Égypte pour traiter des initiatives, des activités et des évolutions régionales. Autrement dit, un mécanisme de coordination, pas une adhésion. Peut-être un statut de partenaire de dialogue, pour reprendre le terme de l'ASEAN. Je pense donc que ce qui se passe entre la Turquie et Israël est vraiment très important, et un peu dangereux, car la Turquie est une puissance militaire redoutable. Et les Israéliens, qui aspirent à dominer toute la région, ont peu d'espoir de dominer la Turquie.

#Glenn

Juste une brève réflexion sur la possibilité que la Syrie et l'Iran améliorent leurs relations. Ce serait assez intéressant. La dernière fois que nous avons parlé, vous avez aussi dit que les Saoudiens pourraient s'éloigner un peu de cette vision religieuse et davantage privilégier l'intérêt national. Et cela me rappelle un peu la guerre de Trente Ans que nous avons connue en Europe il y a cinq cents ans. C'est à ce moment-là qu'on a vu la France catholique s'allier aux Suédois protestants pour faire contrepoids aux Habsbourg catholiques, afin d'éviter l'encerclement ou la domination.

#Chas Freeman

Je pense que c'est un parallèle. Et en effet, les Saoudiens se sont très largement éloignés d'une politique étrangère motivée par la religion. Ils poursuivent avant tout leur intérêt national, tel qu'ils le perçoivent. Parfois maladroitement, bien sûr. La reprise de la guerre avec Ansar Allah, les Houthis, au Yémen, en est un exemple frappant de folie. Peut-être avec le soutien des Saoudiens, peut-être pas par une action directe de leur part, mais par une action de collusion avec leur gouvernement au Yémen, au Yémen du Sud, qu'ils reconnaissent. Donc oui, c'est bien un parallèle. Et laissez-moi en établir un autre. Car je pense que, si vous revenez sur la paix de Westphalie, qui est issue de ce conflit confus, les gens ont trouvé un moyen de dépasser leurs différences religieuses et de créer un nouveau système d'États en Europe. Et je pense que c'est tout à fait possible dans le contexte islamique.

Autrement dit, il existe une tradition islamique de l'art de gouverner extrêmement riche, vieille de mille cinq cents ans, avec de nombreux principes communs entre chiites et sunnites. Bien sûr, le chiisme et l'islam sunnite sont tous deux traversés par des divisions internes. Mais ils ont des principes communs, que les Européens ont retrouvés dans la paix de Westphalie, et cela pourrait

aussi se produire dans le Golfe. Un élément important, ici, c'est qu'Israël a réussi, surtout avec les récentes déclarations d'Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité en Israël, qui préconise le meurtre de cinquante ou soixante Palestiniens par jour, par principe, à Gaza. Il s'est révélé être non seulement le sadique que nous savions qu'il était, mais aussi un meurtrier de masse, sans aucune humanité. Cela a uni les cinquante-sept pays du monde à majorité musulmane derrière une politique anti-israélienne. Elle doit encore se concrétiser pleinement sur le plan organisationnel, mais elle existe comme une possibilité dont Israël et ses amis devraient s'inquiéter.

#Glenn

Eh bien, pas seulement selon des lignes religieuses. Ce qui est assez intéressant, c'est que les Russes ont été là pendant si longtemps, à aider Assad à combattre, essentiellement, Jolani et son entourage. Et maintenant, on voit que la Russie semble, en fait, être autorisée à conserver ses bases militaires, ce qui agace les Européens. Je pense que c'était — enfin, je ne le pense pas, je le sais — une motivation essentielle derrière le soutien au renversement d'Assad : non seulement détacher la Syrie de l'Iran, mais aussi la détacher de la Russie. Mais je me demandais : quelles pourraient être les réactions, selon vous ?

Car, encore une fois, si Israël veut dissuader la Turquie d'établir une base en Syrie, si c'est bien ce qu'ils avaient l'intention de faire, je suppose que les Turcs ne vont pas simplement plier bagage, partir et rentrer chez eux. À votre avis, comment réagissent-ils ? Vont-ils renforcer leur propre présence en Syrie ? Vont-ils simplement envoyer beaucoup d'armes ? Comment pourraient-ils réagir, alors qu'il existe désormais une possibilité que la Turquie et Israël gravissent l'échelle de l'escalade ? J'insiste : une possibilité, pas une certitude. Bien sûr, pour l'instant, ils font de la boxe sans contact. Ils ne portent pas vraiment de coups.

#Chas Freeman

Mais cela pourrait arriver. Je pense que l'histoire nous enseigne une leçon importante : il ne faut pas se frotter aux Turcs. Je pense qu'on le fait à ses risques et périls. Les Israéliens ont donc raison de s'inquiéter : ils ont face à eux un adversaire redoutable en Syrie. La présence russe en Syrie est effectivement un autre signe, comme vous le suggérez, de l'effacement de l'idéologie ou de la théologie comme force motrice de la politique étrangère, en l'occurrence de la politique étrangère syrienne. Et je sais que les Russes conservent une capacité diplomatique, même s'ils sont actuellement détournés par la guerre en Europe de l'Est. Ils gardent la capacité de servir de médiateurs, d'intervenir, de négocier divers arrangements entre les Turcs et les Israéliens, si c'est possible, ainsi qu'entre les Syriens et les Iraniens.

Et les États-Unis comme les Européens de l'Ouest n'ont pas cette capacité, parce que nous avons rompu le dialogue avec l'Iran. Et Israël est désormais en conflit avec nous sur tous les plans, défiant pratiquement tout le monde sur tous les fronts, déterminé à achever l'extermination des Palestiniens à Gaza, à chasser les Palestiniens de Cisjordanie, à annexer le sud du Liban, à conserver les

territoires pris en Syrie, et à attaquer à volonté ses voisins chaque fois qu'ils lui résistent. C'est donc la source de l'instabilité dans la région, comme je l'ai dit. Et l'appétit des Européens et des Américains pour cette instabilité dans la région est en train de fortement diminuer.

#Glenn

Les Russes avec qui je parle soutiennent aujourd'hui que, finalement, ce n'est pas si mal qu'Assad soit parti, parce que cela a mis fin à la participation militaire de la Russie. Mais aussi, le fait d'être si étroitement alignée avec Assad avait créé beaucoup de tensions entre la Russie et les États du Golfe. Maintenant qu'ils se sont en quelque sorte dissociés de cette situation, il est plus facile de travailler avec les États du Golfe. C'est donc intéressant de voir comment les choses évoluent. Mais qu'y a-t-il d'autre dans cette relation entre les Turcs et les Israéliens ? Et j'ajouterais simplement que, selon moi, c'est problématique pour les Israéliens.

Je comprends pourquoi ils pourraient être préoccupés. La Turquie a une armée conventionnelle massive, une population très importante. Encore une fois, comme nous l'avons dit, il y a cette rivalité pour les faveurs des États-Unis, si l'on veut. La Turquie est membre de l'OTAN, les Américains y ont des armes nucléaires. C'est un problème. Mais on voit aussi qu'Erdogan, dans sa rhétorique, semble dire que les actions israéliennes dans la région affectent désormais la sécurité de la Turquie. Alors, y a-t-il une véritable concurrence en matière de sécurité, ou est-ce que cela se limite davantage à la Syrie ?

#Chas Freeman

Non, je pense que c'est une concurrence généralisée sur tous les fronts que vous avez mentionnés. Vous venez, sans le vouloir, de me rappeler l'époque où je présidais la Commission mixte américano-turque sur la coopération militaire. Cela m'a conduit à Ankara, où l'une des questions du moment était que les Turcs tentaient d'acquérir des avions ravitailleurs auprès des États-Unis. Les Israéliens, en passant par le lobby grec aux États-Unis, s'efforçaient très activement de leur ravir ce contrat. J'ai assisté à une discussion entre notre représentant militaire à Ankara, le général de division Philip Nuber, et le chef de l'armée de l'air turque, le général Burhan. Et là, le général Burhan, avec la cordialité qui caractérise généralement l'état-major turc, a dit à Phil Nuber : « Phil, si vous ne m'obtenez pas ces avions, je vais vous mettre dans une prison turque. » Puis il a ajouté : « Vous avez déjà vu une prison turque ? »

Et Phil a dit : « Non. » Et le général Burhan a dit : « Alors, vous avez vu Midnight Express ? » Et Phil a répondu : « Oui. » Et le général Burhan a dit : « Ils ont exagéré le confort. » Donc, les Turcs ne plaisaient pas avec ça, vous savez. Quoi qu'il en soit, au final, ils ont bien obtenu les avions. Et ils ont utilisé les avions ravitailleurs très efficacement pour envoyer des F-16 en Libye, contre la volonté des Américains. Donc, tout le monde dans la région agit de manière assez indépendante. Personne ne considère les États-Unis comme fiables. Cela inclut Israël, bien sûr, qui, comme je l'ai dit, est désormais en désaccord avec les États-Unis sur toute la ligne. Cela ne va pas disparaître si un

nouveau dirigeant est élu en Israël, ou si le Premier ministre Netanyahu est réélu d'une manière ou d'une autre. C'est structurel. Et je pense que tout le monde dans la région réagit à cela, en estimant qu'Israël est désormais vulnérable. Et peut-être que les Turcs sont en partie motivés par cela.

#Glenn

Dans quelle mesure la voyez-vous stable ? Je veux dire, si je devais évaluer la Turquie dans la région, je ne regarderais pas seulement ses intérêts. Je regarderais aussi, je suppose, sa prévisibilité et sa trajectoire à venir. Parce que ce que je trouve intéressant avec la Turquie, c'est que, d'un côté, elle parle beaucoup, vous savez, d'harmoniser les intérêts avec les autres pays de la région. L'année dernière, j'ai eu une rencontre au Vatican avec Jeffrey Sachs, ainsi qu'avec la Première dame de Turquie. Et, vous savez, elle insistait elle aussi beaucoup sur la nécessité de jeter des ponts entre les différentes religions et les différents groupes ethniques. Il y a beaucoup d'harmonie dans le discours. Mais en même temps, dans la politique étrangère turque, on voit aussi qu'ils concluent des accords, on pense avoir un arrangement, et puis soudain, on reçoit un coup de poignard dans le dos.

Donc, je... enfin, surtout avec les Russes, par exemple, il y a eu aussi quelques incidents. Comme vous le savez, par exemple, les combattants d'Azov venus de Turquie, que les Russes avaient capturés, ont été envoyés en Turquie. Ils n'étaient pas censés être renvoyés en Ukraine, ni avant ni après la guerre. Les Turcs l'ont quand même fait, vous savez. Et c'est la même chose avec l'attaque contre la Syrie. Les Russes pensaient avoir un accord avec les Turcs, mais, vous savez, ça n'a pas duré très longtemps. Donc, mon impression de la Turquie, c'est que oui, c'est un acteur très indépendant. Je pense que beaucoup de pays, comme la Russie, se tournent précisément vers les Turcs parce qu'ils sont capables d'agir de manière indépendante. Mais, en même temps, ils ne semblent pas toujours prévisibles. Oui, disons aussi : dignes de confiance.

#Chas Freeman

Vous soulevez plusieurs questions. Cela fait quelques années que je ne suis pas allé en Turquie, mais la société turque est divisée entre la laïcité de la mouvance kémaliste et l'orientation Frères musulmans d'Erdoğan et de ses partisans. Et, bien sûr, il y a eu une tentative de coup d'État présumée contre Erdoğan, soi-disant menée par le mouvement Gülen, qui a été réprimé sans merci. Ces fractures existent dans la politique turque, avec des différences assez marquées entre les partisans d'Atatürk et l'élément démocratique plus islamiste derrière Erdoğan. Mais au milieu de tout cela, n'oublions pas que la principale question de sécurité nationale à laquelle les Turcs ont été confrontés à l'intérieur du pays — l'opposition violente au terrorisme du PKK, le Parti communiste kurde de Turquie — a été mise de côté.

Abdullah Öcalan, qui dirige ce parti, s'est réconcilié avec le gouvernement turc. Le PKK est pratiquement désarmé. Et les Kurdes de l'autre côté de la frontière, en Syrie, semblent eux aussi s'intégrer progressivement au gouvernement de Damas, et moins se concentrer sur leur opposition à la Turquie. Et au Kurdistan, au Kurdistan irakien, il semble aussi y avoir un mouvement assez

marqué vers une réconciliation avec les Turcs. Donc, je pense que le tableau est contrasté. Et le caractère erratique de la politique turque reflète un homme fort, Erdoğan, qui est désormais aux commandes. Je veux dire, comparé à Trump, il est aussi constant et prévisible qu'on puisse l'être. Mais la plupart des gens n'appliqueraient pas ce critère-là, j'imagine. Et donc, oui, revoilà les Turcs.

On ne peut pas les tenir pour acquis, et c'est une erreur de le faire. Mais je pense que ce qu'Israël fait en Syrie — et, plus généralement, je reviens à l'aliénation des cinquante-sept membres de l'Organisation de la coopération islamique — ce qu'ils font, c'est se faire de la Turquie un ennemi. Et je sais que vous et moi en avons déjà discuté : Henry Kissinger faisait remarquer que même les paranoïaques ont des ennemis. Moi, j'ajouterais que les paranoïaques sont particulièrement doués pour se créer des ennemis. Et dans ce cas précis, les Israéliens, qui sont très paranoïaques, dominés par toutes sortes de théories sur l'antisémitisme mondial et autres, qui ne résistent vraiment pas à l'examen mais qui guident leur politique, sont en train de se faire de la Turquie un ennemi.

#Glenn

Oui, non, non, je suis d'accord. Et puis, la citation de Kissinger aussi, je pense que c'est, oui, une position sage à adopter parce que, vous savez, les Israéliens, comme vous le dites, peuvent être très paranoïaques. Mais la Turquie est un immense pays, comme je l'ai dit auparavant. Elle dispose d'une force militaire redoutable. Et encore une fois, étant donné qu'elle peut être un peu — ou qu'elle s'est révélée un peu — imprévisible par le passé, et que la région évolue rapidement, on ne sait pas où se situeront les États-Unis dans un an, surtout après la défaite en Iran. Et puis on voit la Turquie conclure ce pacte de défense avec les Saoudiens et le Pakistan, et je me dis que cet alignement stratégique est en train de changer très rapidement.

#Chas Freeman

Je suis désolé. Je veux dire, vous avez tout à fait raison. Il y a un parallèle. Vous êtes spécialiste de la Russie. Il y a un parallèle avec ce que font les Russes : ils renoncent à trois cents ans d'efforts pour s'eupéaniser. Et les Turcs ont fait la même chose. Ils sont désormais à cheval sur la région. Et n'oubliez pas la liste des influences turques sur d'autres intérêts que j'ai mentionnée. Je ne vois pas de pays aussi important que la Turquie dans la gestion d'autres relations. La Turquie est donc véritablement un point d'appui à partir duquel on peut exercer une influence sur toutes sortes de choses. C'est une erreur de ne pas prêter attention à la Turquie. Peut-être que les Israéliens l'ont enfin compris, mais à mon avis, ils lui accordent le mauvais type d'attention, au regard de leurs propres intérêts à long terme.

#Glenn

Je pense que ce qui se passe avec... J'aime la façon dont vous avez comparé la Turquie à la Russie sur ce point, parce qu'il est difficile d'exagérer l'ampleur des changements que traverse l'Europe. Après la guerre froide, l'Union européenne s'est, plus ou moins, étroitement alignée sur les États-

Unis, comme elle l'avait fait auparavant. Mais l'Union européenne elle-même, vous savez, se concevait toujours, dans la littérature, comme une force gravitationnelle. Autrement dit, toute la région, tous ses voisins, se rapprochaient en quelque sorte de l'Union européenne. Tout le monde a besoin d'accords commerciaux. Les pays sont prêts à accepter les conditions politiques pour commercer avec l'Union européenne. Et, fondamentalement, tout le monde se tient devant la porte en demandant ce qu'il peut faire ensuite. C'était en quelque sorte le pouvoir réglementaire dont Bruxelles jouissait.

Mais maintenant, les Russes ont essentiellement dit : bon, cela fait trois cents ans, depuis Pierre le Grand, que nous avons une politique étrangère tournée vers l'Ouest, que nous nous tournons vers les Européens pour le développement économique, la technologie. C'est terminé. Nous allons nous tourner vers l'Est. Et maintenant, on voit la même chose du côté de la Turquie. Et même les Américains se désintéressent désormais de l'Europe. Ils disent : bon, vous êtes peut-être au troisième rang de nos priorités. C'est nouveau. Et avec la fin de cette force d'attraction, l'Union européenne elle-même peut évidemment commencer à se fragmenter. Parce que, soudainement, le pouvoir de négociation collectif qui créait cette force d'attraction, c'était en quelque sorte la principale incitation à transférer sa souveraineté à Bruxelles. Enfin bref, je m'éloigne un peu du sujet. Ce que je veux dire... je pense que c'est très important. Enfin...

#Chas Freeman

Concevoir l'influence européenne comme une force gravitationnelle, c'est exactement la bonne métaphore. Elle a remarquablement réussi à étendre ses normes à sa périphérie et à intégrer de nouveaux membres qui acceptent des normes établies par les Européens de l'Ouest. Vous savez, c'est une grande réussite. Ce que l'Europe n'a pas réussi à faire, c'est à se montrer suffisamment cohérente pour agir au-delà de sa périphérie immédiate. Et, dans le cas de la guerre en Ukraine, elle a agi avec une telle imprudence, sans aucun dialogue avec Moscou, sans aucun effort pour trouver une résolution stable des questions de sécurité que l'Ukraine représente, à la fois pour la Russie et pour le reste de l'Europe, qu'elle a, pour ainsi dire, sali son propre nid.

Et nous y voilà. Mais au moins, vous pouvez vous estimer heureux sur un point. Je crois que Donald Trump vient de menacer de bombarder Oman, un pays inoffensif, neutre, diplomatiquement efficace et très serviable, situé dans la péninsule Arabique, face à la mer d'Arabie et à l'Afrique. Une ancienne puissance impériale. Mais à ma connaissance, il n'a pas encore menacé de bombarder la Norvège. On peut supposer que les défenseurs des baleines vont essayer de l'en convaincre. Mais je ne sais pas si Laura Loomer s'est déjà ralliée à leur cause.

#Glenn

Je trouve ça très étrange. Ce sont ces gens-là qui influencent Trump. Et ça m'inquiète profondément.

#Chas Freeman

Eh bien, vous êtes probablement allé, comme moi, à la maison de Raspoutine. Certaines choses y font penser : les derniers jours des tsars.

#Glenn

Oui, c'est fascinant de voir qui, vous savez, a l'oreille des dirigeants. Mais oui, ce que je voulais vous demander avant d'oublier, c'était... disons que, du point de vue israélien, il y a de bonnes raisons de craindre la Turquie. Je voudrais simplement souligner une chose : je pense qu'ils se font inutilement de la Turquie un ennemi, alors que ce n'est pas nécessaire. Je fais toujours le même constat avec les Européens et la Russie. Vous avez des raisons de vous inquiéter des Russes, mais en faire un ennemi, ça doit figurer dans les livres d'histoire parmi les plus grandes stupidités.

Mais si nous reconnaissons qu'Israël a des préoccupations légitimes au sujet de la Turquie, alors, que peut réellement faire Israël ? Je veux dire, ses stocks d'armes ont été épuisés, ses systèmes militaires, ses effectifs. Ils sont, dans une large mesure, à bout. Je crois que le chef de Tsahal a averti qu'ils étaient déjà extrêmement surchargés. Et donc, vous savez, ils font face à ça alors qu'ils sont déjà engagés dans toutes ces guerres avec l'Iran, le Hamas, le Hezbollah, la Syrie, le Yémen. Quelle est aujourd'hui la capacité de l'armée israélienne à réellement s'attaquer à un géant aussi immense que la Turquie ? Je veux dire, si vous...

#Chas Freeman

Je ne pense pas qu'ils en aient la capacité. Je pense qu'une bonne partie de tout cela relève de la rhétorique électorale. Vous savez, la politique israélienne consiste à déclarer que tout le monde est un ennemi antisémite. En Turquie, apparemment, quatre-vingt-dix-sept pour cent des Turcs acceptent volontiers cette étiquette. C'est donc en partie cela. Mais c'est absurde, parce qu'ils n'ont pas la capacité de le faire. Et pourtant, ils le font. On peut regarder le passé et soutenir que l'une des raisons pour lesquelles les Turcs entretenaient des relations diplomatiques avec Israël, faisaient du commerce avec lui, et ainsi de suite, c'était que les Turcs avaient un désir écrasant de satisfaire les intérêts américains, lesquels étaient manipulés par Israël à son avantage.

C'est terminé. Non, les Turcs semblent toujours faciliter le transport de pétrole à travers leur territoire, au profit d'Israël. Du pétrole venu d'Azerbaïdjan, je suppose. Mais ils n'agissent donc pas activement contre Israël. Et Israël, de son côté, n'agit pas vraiment activement contre la Turquie non plus. C'est une guerre menée par procuration, dans le cadre d'une lutte en Syrie et au Kurdistan, au Kurdistan irakien, où les Israéliens se sont implantés, tout comme les Américains. C'est pour cette raison que les Iraniens bombardent le Kurdistan irakien. Et donc, vous savez, tout fonctionne de manière indépendante dans la région, mais tout est lié d'une manière ou d'une autre.

#Glenn

Oui, c'est une bonne façon de le présenter. Mais au-delà des pertes matérielles et de l'épuisement en Israël, il y a aussi sa réputation. Je veux dire, la réputation d'Israël, je pense, était très importante. D'un côté, oui, la brutalité qu'ils employaient contre leurs ennemis a toujours été condamnée, justement pour cette brutalité. Mais de l'autre, cette supériorité écrasante, cette force, ont aussi donné à Israël une réputation très puissante : on réfléchissait à deux fois avant de s'en prendre à lui. Non seulement Israël était puissant, mais l'Amérique puissante se tenait derrière lui. Mais la réputation de Tsahal semble aujourd'hui avoir quelque peu souffert, et...

#Chas Freeman

Je pense qu'elle a été gravement ternie. Et, vous savez, Israël a, en gros, réussi à s'en sortir. Israël est un État établi par des Européens, des Juifs européens, et il a bénéficié d'une appartenance honorifique à l'Europe. C'est pour ça qu'il participe à l'Eurovision et à d'autres événements, ce qui est aujourd'hui controversé, alors que ça ne l'était jamais auparavant. Les Israéliens sont en Asie occidentale, mais ils préféreraient être en Europe. Et, bien sûr, je pense que ce fut une grave erreur de ne pas permettre aux Juifs européens de créer un État en Bavière après la Seconde Guerre mondiale. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Et nous en subissons les conséquences. Mais cette identité européenne s'est érodée, au point de disparaître.

Je veux dire, aucun Européen ne dirait quoi que ce soit de comparable à ce que Ben Gourion vient de dire. Aucun Européen ne dirait quoi que ce soit de comparable à ce que dit Bezalel Smotrich. Aucun Européen n'oserait dire le genre de choses que Netanyahu dit à propos d'une prise de territoire par la force, de l'expulsion de la population qui s'y trouve, et ainsi de suite. Israël est désormais complètement hors-la-loi. Il s'est écarté des normes du droit international élaborées par l'Europe. Il ne défend aucun principe, si ce n'est sa propre survie, quel qu'en soit le coût pour les autres. Il a perdu l'admiration de l'Occident. Il n'a jamais vraiment eu l'admiration du reste du monde.

Mais aujourd'hui, il a sur lui l'opprobre du reste du monde, et une proportion croissante de gens en Occident ne veut pas être associée au génocide, aux massacres de masse, à la torture, à la sodomie dans les prisons, ni à toutes les autres atrocités que les Israéliens incarnent désormais. Alors aujourd'hui, quand vous parlez de Tsahal, si vous disiez, comme Netanyahu le prétendait autrefois, que c'était l'armée la plus morale du monde, les gens ricaneraient. Ils vous reprocheraient votre aveuglement moral. C'est l'armée la plus sadique du monde. C'est l'armée la moins contrôlée. C'est l'armée la plus brutale. Et c'est l'armée qui réussit le mieux, parmi toutes celles qui existent dans le monde — malgré une certaine concurrence internationale — à se faire des ennemis pour l'État qu'elle sert.

#Glenn

Oui, et ce n'est pas seulement une question de réputation, je dirais. Israël lui-même a profondément changé, au moins depuis les années soixante et soixante-dix. Je veux dire, l'Israël laïque, avec une boussole morale différente, qu'on lui prêtait à l'époque, n'est plus reconnaissable par rapport à ce qu'il est aujourd'hui. Mais cela alimente aussi des problèmes internes. C'est pourquoi je me demande... Il y a beaucoup de consensus sur des questions essentielles, comme attaquer l'Iran ou, vous savez, ce qu'ils font à Gaza, au Liban, les guerres. Cela semble être un facteur d'unité. Mais au-delà de ça, ils ont aussi de profonds problèmes chez eux, des divisions difficiles à surmonter.

#Chas Freeman

Eh bien, certaines de ces divisions reflètent l'évolution du sionisme. En fait, je veux dire, l'impulsion initiale visant à réinstaller les juifs européens en Palestine était une invention chrétienne. Ce n'était pas une invention juive. Elle a ensuite été reprise par des juifs laïques qui avaient des sapins de Noël dans leur salon, et ainsi de suite — Herzl. Et l'impulsion initiale pour la création de l'État d'Israël, le sionisme, était essentiellement calquée sur le nationalisme d'Europe de l'Est. C'est-à-dire l'autodétermination ethno-linguistique. Dans ce cas, cela impliquait de transformer des communautés religieuses en une ethnie supposée. Ce qui est, bien sûr... je veux dire, l'une des grandes ironies, c'est que Golda Meir et d'autres qualifiaient les Palestiniens de peuple inventé. Mais les Israéliens sont un peuple inventé. Je veux dire, les sionistes sont un peuple inventé.

Quoi qu'il en soit, le sionisme a laissé le judaïsme loin derrière lui. Les orthodoxes en Israël, les ultra-orthodoxes, les Haredim, n'acceptent ni l'existence de l'État israélien ni sa justification morale. Ils continuent de pratiquer une forme de judaïsme qui n'a rien à voir avec le sionisme. Ils ne veulent pas y être associés. Ils ne sont pas prêts à le défendre. Ils ne rejoignent pas l'armée s'ils peuvent l'éviter. Et ils se consacrent aux études religieuses. Les Juifs laïcs ont été évincés. Il y a désormais une émigration nette d'Israël, à un rythme assez soutenu. Parmi les Israéliens, on s'inquiète de voir partir les meilleurs et les plus brillants, ceux qui ont fait d'Israël un pays redoutable, innovant dans les sciences et les technologies. Et certains pays voisins commencent eux aussi à s'inquiéter. Chypre, par exemple, craint que l'exode des Israéliens n'implante de nouvelles colonies sur le sol chypriote.

À Chypre, des panneaux d'affichage vantent les mérites de différents candidats aux élections israéliennes, ce que les Chypriotes ordinaires contestent. À leurs yeux, c'est presque une extension de la souveraineté israélienne. Et, vous savez, au sein même d'Israël, les divisions entre les ultra-religieux, les laïcs et les simples nationalistes sont aiguës. Israël est, à bien des égards, une société qui se fissure, qui se divise de multiples façons. La guerre à Gaza a provoqué une crise dans l'armée, à laquelle vous faisiez référence. Le commandant de Tsahal a exprimé une profonde inquiétude quant à la possibilité que l'armée finisse tout simplement par se désagréger. Les réservistes ne se présentent souvent plus pour le service. La popularité des guerres auprès de la population n'est pas nécessairement partagée par l'armée. Les atrocités commises en Cisjordanie horrifient les Israéliens honnêtes, et ils sont assez nombreux.

Et Israël n'a aucune stratégie de survie à long terme. Il part du principe qu'il peut toujours vivre en tenant tout le monde en joue. Et ce n'est une stratégie de survie selon aucun critère. Il existe donc, en Israël, de graves doutes sur sa pérennité en tant qu'État. Et de plus en plus, on entend des analogies avec les royaumes croisés chrétiens établis il y a neuf cents ou huit cents ans. Ils ont duré environ cent ans, ou moins, et ils ont été confrontés aux mêmes forces qui affaiblissent Israël : la perte du soutien étranger, essentiel à leur survie, et l'échec à faire la paix avec leurs voisins musulmans et chrétiens. Donc, vous savez, cette histoire n'est pas terminée. Et elle n'a pas nécessairement une fin heureuse pour le sionisme.

#Glenn

Eh bien, j'ai vu des articles dans les médias israéliens, comme Haaretz, qui se demandent si Israël devrait, ou non, laisser le sionisme derrière lui. Certains arguments me rappellent ceux avancés dans Les Frères Karamazov de Dostoïevski. L'idée, c'est que si vous mélangez l'Église et la politique, vous n'introduisez pas le divin dans la politique. Vous introduisez plutôt la corruption et la décadence de la politique dans l'Église. Donc, vous devriez... C'est essentiellement l'argument séculier des croyants. Mais bien sûr, on peut soutenir que la même chose s'applique au judaïsme. Je peux comprendre pourquoi beaucoup de Juifs en Israël ne se sentiraient pas totalement à l'aise avec ce mélange.

#Chas Freeman

Je veux dire, le sionisme est l'équivalent — j'aime bien la référence à Dostoïevski — mais je le vois comme l'équivalent de Daech, de l'État islamique, dans sa relation avec l'islam traditionnel. Le judaïsme est une religion mondiale. Il est pratiqué en Europe et dans les Amériques, moins en Asie, mais il est pratiqué en Europe et dans les Amériques d'une manière totalement incompatible avec le comportement, les déclarations et les interprétations israéliens. La suprématie juive, que le sionisme en est venu à défendre, est une abomination pour la plupart des Juifs occidentaux. Je dirais donc qu'il y a eu un divorce entre le sionisme et le judaïsme. Je ne suis pas juif, mais si je l'étais, je serais gêné par la prétention des Israéliens à parler en mon nom.

Je ne pense pas que les Israéliens parlent au nom de la communauté juive mondiale. Et je pense que, de plus en plus, la communauté juive mondiale en prend conscience et réagit. Bien sûr, certains restent marqués par la Shoah et sont paranoïaques. Ils soutiennent Israël quoi qu'il fasse. Et parmi eux, il y a beaucoup de ploutocrates. D'ailleurs, votre service de transcription rend généralement « ploutocrate » par « bureaucrate », mais ce n'est pas ce que je veux dire. Enfin... quoi qu'il en soit, je pense qu'Israël est en crise, à l'intérieur comme à l'extérieur, et on ne peut pas le nier. Il faut espérer qu'il saura se ressaisir et redécouvrir les mérites de la religion au nom de laquelle il a été fondé.

#Glenn

Oui, alors, juste une dernière question. Pour revenir à ce par quoi vous avez commencé, à savoir la compétition entre la Turquie et Israël. Et bien sûr, la relation avec les États-Unis est une variable importante ici. Comment voyez-vous le fait que les États-Unis aient lié leur position stratégique de si près à Israël ? Cela devient difficile à maintenir. On le voit dans la région, et on le voit aussi dans la politique intérieure américaine, dans la manière dont on parle désormais d'Israël. Encore une fois, on ne voyait rien de tout cela il y a seulement quelques années. Selon vous, comment la relation entre les États-Unis et Israël influe-t-elle sur les tensions régionales plus larges ? Car cela doit évidemment entrer en jeu dans certaines des préoccupations israéliennes concernant la Turquie... à propos de la Turquie, pardon.

#Chas Freeman

Eh bien, non, il est désormais acceptable aux États-Unis de se demander si Israël est un handicap stratégique plutôt qu'un atout. Et je pense que les éléments montrent très clairement que c'est le cas. C'est une source d'instabilité en Asie occidentale. Ses actions ont, à plusieurs reprises, entraîné les États-Unis dans des situations dangereuses. Pas seulement récemment, mais aussi pendant la guerre froide. L'attaque surprise contre l'Égypte et la Syrie en mille neuf cent soixante-sept, par exemple, a conduit à une crise entre les États-Unis et l'Union soviétique. La même chose s'est produite en mille neuf cent soixante-treize, même s'il s'agissait alors d'une contre-attaque égyptienne à travers le canal de Suez. La création d'Israël en tant qu'État indépendant, en violation des termes de la Charte des Nations unies, a elle aussi provoqué une crise. Et bien sûr, aujourd'hui, nous voyons l'affaiblissement de la puissance américaine à l'échelle mondiale, du fait d'une guerre qu'Israël a préconisée et dans laquelle il a, en substance, piégé les États-Unis.

Et qu'Israël se retire de cette guerre en nous laissant nous débrouiller avec les conséquences, sans se préoccuper du détroit d'Ormuz. On n'en a pas vraiment parlé, mais je dirais que, sur ce point, les Iraniens comme les Américains ont désormais reconnu qu'il n'y a pas de solution militaire à cette guerre. L'Iran ne peut pas vaincre les États-Unis. Il peut leur infliger de graves dégâts. Les États-Unis peuvent faire des dégâts à l'Iran, mais nous avons maintenant suffisamment d'expérience pour savoir que cela ne résout aucun problème. Donald Trump a donc annoncé une guerre économique totale contre l'Iran, y compris des sanctions secondaires contre tout pays qui commerce avec l'Iran. Si cela inclut la Chine, j' imagine que ce sera une nouvelle blessure dans la relation entre les États-Unis et la Chine, même fatale au projet de sommet entre Xi Jinping et Trump à Washington.

Mais au-delà de ça, je pense que les alliés européens des États-Unis ont pris soin de se dissocier de la guerre américaine contre l'Iran, sans pour autant s'y opposer activement. Je pense que cela pourrait, cette fois, susciter une opposition franche. Des pays pourraient faire comme l'Espagne et dire simplement : « Non seulement nous ne sommes pas avec vous là-dessus, mais nous sommes contre vous. » C'est donc un pari. Et je ne pense pas que Scott Bessent ait les cartes en main — pour reprendre une expression rendue populaire par cette administration — pour réussir ce qu'il propose, sur un marché obligataire fragile, avec un dollar instable et une hostilité croissante envers

les États-Unis à l'international. Nous verrons bien. Apparemment, cette semaine, nous assisterons à un coup de poker du secrétaire au Trésor, le fidèle larbin du président Trump.

#Glenn

Eh bien, on voit maintenant ce conflit s'étendre parce que, encore une fois, Trump, comme vous l'avez dit, a annoncé ce D-Day économique contre l'Iran. Et aujourd'hui, les Chinois ont répondu en disant : « Eh bien, nous n'allons pas jouer le jeu parce que... »

#Chas Freeman

Non, bien sûr que non. C'est trop.

#Glenn

Mais cela affecte tout. Parce que si c'était seulement la Corée du Nord, ils pourraient se montrer coopératifs. S'il ne s'agissait que d'un peu de pression sur la Russie, ils préféreraient simplement travailler avec les États-Unis. Mais maintenant, tout va passer au second plan, et ils vont devoir accepter des relations difficiles avec les États-Unis. Et toutes ces sanctions vont devenir moins efficaces.

#Chas Freeman

Eh bien, elles sont illégales au regard du droit international. Ce sont des sanctions secondaires. Elles sont illégales. En réalité, les sanctions primaires sont elles aussi illégales, à moins d'être approuvées par le Conseil de sécurité. Mais, de nos jours, qui se soucie du droit international ? Je pense que le véritable enjeu, ici, c'est que la Russie et la Chine, lorsque les sanctions contre l'Iran ont été rétablies automatiquement, ont déclaré que cette décision était illégale et qu'elles ne la respecteraient pas. Elles s'opposeront donc clairement à cette guerre économique contre l'Iran. Mais je pense qu'il y a de bonnes chances que beaucoup d'autres les rejoignent. Donc, si nous faisons ce que nous proposons de faire, nous sommes en train d'unir l'opposition à notre politique. Bien sûr, Donald Trump peut toujours mettre fin à sa guerre économique dès demain. Il a l'habitude de faire ça. S'il trouve le moyen de gagner de l'argent en le faisant, je suppose qu'il le fera.

#Glenn

Eh bien, merci de nous avoir fait part de vos éclairages et de votre analyse. C'est toujours très intéressant. Alors, merci beaucoup.

#Chas Freeman

Eh bien, merci, Glenn, pour ce que vous faites.